



Toujours plus d'argent pour la guerre, toujours plus de coupes dans les services publics

Le 17 septembre, le Parlement européen a été saisi d'une énième déclaration de la Commission européenne intitulée : « *Pérennité du soutien financier et militaire des États membres de l'Union à l'Ukraine* ».

Depuis mars 2022, à plus de trente reprises, tous les eurodéputés français dont ceux de « gauche », membres des partis du Nouveau Front populaire (PS, EELV et LFI) ont voté pour ces crédits de guerre... au détriment du budget des services publics des États membres.

Déjà, de mars 2022 à juin 2024, **les sommes cumulées versées par les institutions de l'Union européenne, les gouvernements des États membres et ceux de quatre autres États** (Royaume-Uni, Norvège, Islande et Suisse) s'élèvent à **110,2 milliards d'euros** (hors budgets militaires des États).

La moitié constitue une « aide militaire directe », l'autre moitié, des subventions au gouvernement Zelensky (dont 60 % des dépenses sont mobilisées pour la guerre).

Où les gouvernements trouvent-ils ces milliards ? En réalisant des « économies » dans les dépenses de l'État.

En France, une note du Trésor public publiée en juillet dernier, estime à 110 milliards le montant des coupes budgétaires que le gouvernement doit réaliser d'ici à 2027 – soit près de 30 milliards par an – pour respecter les règles budgétaires imposées par Bruxelles : réduction du déficit public (à 3 % du PIB) et de la dette publique (inférieure à 60 % du PIB).

Les coupes budgétaires pourtant massives opérées par le ministre démissionnaire de l'Économie Bruno Le Maire sont encore insuffisantes à leurs yeux. Il faut couper davantage, exige la Commission européenne, qui a engagé une procédure de « déficit excessif » contre la France.

C'est pour répondre à ces exigences que le nouveau Premier ministre Barnier prépare un budget de guerre contre les travailleurs.

Le Parti des travailleurs, conformément aux principes du mouvement ouvrier, se prononce pour l'arrêt immédiat des livraisons d'armes et de munitions à l'Ukraine, pour le retrait des troupes russes d'Ukraine et des troupes de l'OTAN de la région.

Confiscation des milliards utilisés pour soutenir la guerre en Ukraine et réaffectation de ces milliards aux besoins urgents de la population !

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex.

Accédez au site du Parti des travailleurs en flashant le QR Code

